



« SOCIALISME ET INFORMATIQUE »

L'élection de François Mitterrand et d'une majorité socialiste à l'Assemblée Nationale donnent une grande importance aux propositions socialistes dans le domaine de l'informatique.

Les moyens existent pour appliquer une nouvelle politique qu'il faut apprécier de manière critique : sans complaisance ni suivisme et avec la volonté d'en soutenir les aspects positifs et de faire des propositions.

LE Club socialiste du Livre vient de publier sous le titre « Socialisme et Informatique » le compte-rendu d'un colloque sur l'informatique organisé par le Parti socialiste les 20 et 21 septembre 1980. Un livre qui vient à point pour nous éclairer sur les idées qui inspirent les mesures prises par le nouveau gouvernement. Globalement, une première partie est consacrée à l'analyse de la politique giscardienne dans ce domaine, la deuxième tentant de définir ce que pourrait être une politique socialiste.

Il y a peu de choses à dire sur la première partie, notamment avec le constat des effets de l'informatisation aussi bien sur l'emploi que les conditions de travail. Sur les conséquences pour l'emploi dans les années 80, le bilan paraît plutôt négatif rejoignant les conclusions de rapports et de livres récents sur la question (cf. « Mémoires Volées » de le Boucher et Lorenzi). Quant aux effets sur les conditions de travail, malgré quelques nuances, se retrouvent reprises les analyses de la déqualification de la masse des travailleurs (malgré les nouvelles qualifications acquises par le travail sur terminal par exemple) et la surqualification d'une minorité de cadres. Sur l'informatisation de la société, le PS dénonce le contrôle

informatisé de la population (emploi des IBM 3750, informatisation de la carte d'identité, du titre de séjour des immigrés, utilisation des profils statistiques...), la gadgétisation de la vie quotidienne, l'utilisation sans réflexion de l'ordinateur dans l'enseignement, toutes choses que nous avons nous mêmes amplement critiquées et nous pouvons espérer que des mesures concrétiseront ces prises

de position courageuses. Je ne détaille pas davantage cette partie de l'ouvrage, car aujourd'hui, l'essentiel réside dans la seconde partie : les propositions socialistes.

Une nouvelle politique industrielle

Et là, il faut bien dire que nous attendions autre chose. Il semble que la réflexion du PS se soit consacrée avant tout au changement de politique industrielle. Non que cela soit un problème secondaire. Il est vrai que les gouvernements successifs de la 5^e République ont cherché, après l'échec du Plan Calcul, à franciser la technologie US en négociant avec les grands de l'informatique américaine et que cette politique a accentué notre dépendance. En électronique et en informatique, les entreprises françaises au lieu d'affronter la concurrence américaine et japonaise par une politique industrielle cohérente, se sont entre-déchirées en permanence pour accaparer les crédits militaires et les marchés d'Etat. Face à cela, une politique cohérente et indépendante est nécessaire. Mais une telle politique ne peut se ramener à la restructuration, encore que cela soit important, des groupes nationalisés. Le problème de

Informatique et libertés : quelle instance ?

Le PS dénonce « l'inefficacité de la CNIL, son aspect publicitaire ». Mais comment assurer la protection des citoyens ?

« Je mettrai l'informatique au service des hommes, je ferai assurer son contrôle par une justice indépendante afin qu'aucun fichier ne puisse servir à la manipulation des esprits. »

(François Mitterrand)
« Informatique et Gestion »
Avril 81

Est-ce à dire que la CNIL sera supprimée ?

fond reste : un secteur de l'informatique fort et indépendant pour quoi faire ? Pour quelle informatique ? Et là les réponses sont pour le moins évasives.

Dans le chapitre « Mettre l'informatique au service des travailleurs », on

Fichiers

« Le contenu des banques de données sera contrôlé par des conseils représentatifs des utilisateurs.

— aucune donnée ne sera stockée si son utilité n'est pas démontrée : on doit expliciter l'utilité, la source, le recueil des données et des logiciels avant collecte et définir précisément les interdits. En ce qui concerne la justice, chaque juridiction conservera son autonomie de gestion : les ordinateurs ne seront pas interconnectés, l'état civil restera décentralisé, comme il l'est aujourd'hui. Les fichiers ne seront pas interconnectés. Le PS va œuvrer pour la diffusion des lois actuelles, afin que tous soient au courant de leurs droits et créer un groupe de réflexion sur la carte d'identité informatisée :

— un Conseil national de la statistique sera créé pour effectuer ces contrôles, veiller à la sauvegarde des libertés individuelles et collectives et pour proposer de nouveaux modèles et de nouvelles normes ; il regroupera des représentants élus des parties prenantes et des usagers. L'I.N.S.E.E., l'I.N.E.D., le Commissariat au Plan, les Instituts de statistiques et de sondage seront rattachés au Parlement. Partis, syndicats, associations auront libre accès aux données et disposeront des moyens nécessaires à l'élaboration de modèles, de plans alternatifs, au recueil des données, le tout sous leur propre autorité ;

— les banques de données nécessaires à la planification, tant centralisées que décentralisées, seront accessibles aux organisations de travailleurs et de citoyens ;

— constitution de banques de données, propres à l'élaboration de statistiques, de contre-stratégies ;

— en matière de santé, une attention particulière sera portée aux aspects méthodologiques : la politique actuelle n'utilise les outils informatiques que pour la gestion administrative. Il faut au contraire recueillir des informations, de façon anonyme, pour connaître la situation sanitaire du pays et servir de base à des actions concernant la santé ».

(Socialisme et informatique)

Il n'est pas prévu de modifier la loi « informatique et libertés », en particulier son article 19 qui soustrait du contrôle « les traitements automatisés d'informations nominatives intéressant la sûreté de l'Etat, la défense et la sécurité publique ». Même remarque pour ce qui concerne le fichage des immigrés.

dénonce l'inefficacité de l'actuelle commission Informatique et Libertés. Mais on se garde bien de préciser ce que pourrait être un organe de contrôle et de recours démocratique face aux pratiques d'informatisation de certains secteurs du patronat et de la technocratie d'Etat. On demande la consultation des travailleurs sur l'introduction de l'informatique dans les entreprises, l'information la plus détaillée possible des CE.

Mais les travailleurs pourront-ils refuser ce qu'on leur propose. Leur avis pourrait-il être suspensif ? Dans l'enseignement, là aussi les intentions sont généreuses : « Il faut aujourd'hui démystifier l'informatique, dénoncer la pensée algorithmique qui s'insinue partout, le scientisme illusoire qui fonde dans le discours tant de décisions contraires aux intérêts des travailleurs ». Mais pratiquement, qu'est-ce que cela veut dire ? Pourrait-on seulement, dans les enseignements d'informatique, aborder les conséquences sociales de l'informatisation au lieu de se tenir aux questions méthodologiques ?

L'ordinateur tout-puissant ?

Le flou et la généralité des propositions rend quelque peu méfiant, surtout après lecture des conclusions de l'ouvrage, soit par J.P. Chevènement qui affirme « Qu'il n'y ait pas de malentendu : les socialistes ne critiquent pas l'outil mais l'utilisation qui en est faite », soit par J. Becam qui n'hésite pas à écrire : « L'ordinateur, par exemple peut en principe tout faire. C'est une machine qui permet théoriquement de manipuler et probablement de maîtriser l'information sous tous ses aspects... Il peut remplacer l'homme dans la plupart de ses activités intellectuelles et s'y montrer infiniment supérieur aussi bien au plan qualitatif que quantitatif ». Dans ces deux inter-



ventions de clôtures se concentrent toutes les illusions de la Révolution Scientifique et Technique, c'est-à-dire de la neutralité et de la toute-puissance de la technologie et de la science.

Nous savons bien qu'au contraire que l'informatique ne sera au service des travailleurs que si nous arrivons à cerner les limites de l'utilisation de l'informatique (en particulier dans les domaines sociaux et politique) et que si nous sommes conscients de la nécessité de transformer aussi bien la technologie que les programmes qui ont été conçus dans une logique qui n'est pas la nôtre.

Certes, dans l'immédiat, le nouveau gouvernement pourra annuler toute une série de mesures prises par le pouvoir giscardien limitant les effets négatifs de l'informatisation sur les libertés publiques. Et ce sera un acquis important. Mais le véritable enjeu, c'est une autre politique de l'informatique. Et nous sommes bien obligés de dire que le flou et les illusions véhiculés par les propositions socialistes ne faciliteront pas la transition vers une alternative.

Jacques Vetois

Carte d'identité

« S'il s'agit de mettre en œuvre des systèmes de contrôle ou de police individuels, des moyens de propagande camouflés, des outils de sélection terriblement efficaces, alors chacun peut comprendre que le risque sera grand, surtout en période de crise, de précipiter notre pays dans la voie d'un système totalitaire, d'autant plus dangereux qu'il ne sera pas toujours perçu comme tel.

Alors que se met en place la loi Peyrefitte qui généralise les contrôles de police, la création d'une carte d'identité informatisée comporte un réel danger pour la liberté individuelle. Il suffira d'un terminal placé dans une camionnette de gendarmerie pour constituer ou interroger une banque de données

contenant toutes les informations nous concernant. Petit à petit, c'est un véritable dossier permanent qui sera attaché à votre carte d'identité et qui pourra à chaque instant être retenu contre vous ».

(François Mitterrand)
« Informatique et Gestion »
Avril 81

On retrouve ici la même ambiguïté que dans l'ouvrage « Socialisme et informatique ». La carte d'identité informatisée n'est critiquée que dans la mesure où son utilisation est liée à la loi Peyrefitte. Va-t-on continuer à délivrer celle-ci ? A en généraliser l'usage ?

S'il est aisé de se débarrasser d'une loi liberticide, il l'est moins de se défaire d'un système, surtout quand il sera étendu à la population.